

Je voudrais souligner à nouveau l'attitude hypocrite du gouvernement qui propose des mesures de ce genre. Il prétend qu'il dépendra une somme fabuleuse pour venir en aide aux cultivateurs, alors qu'il n'en est rien.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, certains députés, des agriculteurs qui comprennent parfaitement la situation, ont mis en pièces le programme que le ministre a annoncé vendredi dernier, ce sombre vendredi de la trahison de l'Ouest par ses représentants ministériels. Les députés ont fait des brèches assez grandes pour laisser passer douze moissonneuses-batteuses.

Le député d'Assiniboia (M. Douglas), partisan du gouvernement a de façon experte mis à découvert tous les défauts et toutes les lacunes du programme. Bien sûr, il a fini par accepter l'appel du ministre d'État (M. Lang) au patriotisme. Comme libéral de l'arrière-ban, il a dû accepter le programme en dépit de ses graves lacunes et imperfections. Je le comprends difficilement, étant donné la critique approfondie et incisive qu'il a si bien présentée.

Le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis a cru que le programme serait magnifique pour le Canada. Il a félicité le ministre et le gouvernement canadien de leur énergie et de leur courage. Un programme semblable a été en vigueur pendant des années aux États-Unis. A bien des égards, il a été un désastre. Il a séparé les villes des campagnes et désuni les gens. Il n'a été ni utile ni efficace. A mon avis, le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis se disait: Dieu merci, un autre gobeux est entré dans le jeu. Et, avec une ironie voilée, il a éclaté de rire. Il était heureux d'accueillir le ministre canadien dans le club de ceux qui s'engagent dans cette voie stupide.

Le ministre parle de patriotisme. Il nous a invités à participer à une guerre sainte. Il veut que nous venions dans le couloir où il nous décorera de croix rouges, afin que nous allions nous battre comme des chevaliers sur nos montures pour faire disparaître la montagne de blé. Nous ne sommes pas contre le programme parce qu'il est proposé par le gouvernement actuel, mais parce qu'il n'est pas valable. A bien des égards, il est défectueux. C'est le sujet que je veux développer brièvement.

Comme l'ont signalé le député d'Assiniboia et d'autres députés, on aurait dû établir

[M. Downey.]

ce programme ou une formule analogue il y a un an ou un an et demi comme mesure temporaire, en faisant bien comprendre qu'en moins d'un an, le gouvernement ferait une tentative beaucoup plus sérieuse et permanente pour résoudre ce problème. Nous avons tous prévu ce problème. Personne plus que Votre Honneur ne sait que pas une semaine ne s'est écoulée sans que le ministre ne soit interrogé sur ce problème. Nous avons offert des propositions constructives et objectives, mais les députés irréductibles d'en face ont refusé d'écouter nos propositions.

Le député d'Assiniboia a commis une indiscretion aujourd'hui. Il a indiqué que cette formule avait été envisagée l'été dernier, et pourtant aujourd'hui, le ministre d'État et le ministre de l'Agriculture (M. Olson) sont incapables de répondre avec concision et exactitude à de simples questions ordinaires sur le fonctionnement du programme. Ils s'en tirent tant bien que mal en établissant des règles au fur et à mesure des besoins. Ils n'ont pas élaboré le programme logiquement.

Présentera-t-on des mesures législatives? Cet argent constituera-t-il un des crédits du budget des dépenses? Quels sont les règlements? Sous l'empire de quelle loi et en vertu de quelle autorité seront-ils édictés? Le ministre fait un signe de tête. Il faudra plus que des signes de tête, monsieur l'Orateur. Il nous reste encore un simulacre de gouvernement parlementaire, bien que certains vis-à-vis fassent de leur mieux pour le réduire par l'usure. Tant qu'ils n'auront pas réussi, il faudra observer les bons usages parlementaires. L'affectation de ce crédit devra être prévue de quelque façon. Une douzaine de députés et des Canadiens de partout ont posé des questions au sujet de cette somme.

J'ai reçu un certain nombre d'appels téléphoniques et de lettres de personnes qui tiennent à savoir comment fonctionnera ce programme. Le député de Swift Current-Maple Creek (M. McIntosh) a posé une question sensée, à laquelle le ministre a été incapable de répondre. Sa question portait sur le cas d'un agriculteur qui aurait laissé toute sa terre en jachère l'été dernier, tandis qu'un autre aurait entièrement ensemencé la sienne. Comment cette loi s'appliquera-t-elle? Les gens veulent savoir exactement comment ils seront touchés par ce programme. Mon honorable ami de Battle River, (M. Downey) a essayé de se renseigner sur sa propre situation, et d'autres députés aussi. En vain.